

La Terre Compte Désormais Des Milliards D'Individus: Réflexions et Mise en Perspective à Travers l'Essai de Robert Hardaway, Population, Law and the Environment

Robert Hardaway
University of Denver

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.wcl.american.edu/sdlp>

 Part of the [Agriculture Law Commons](#), [Constitutional Law Commons](#), [Energy and Utilities Law Commons](#), [Environmental Law Commons](#), [Food and Drug Law Commons](#), [Health Law and Policy Commons](#), [Human Rights Law Commons](#), [Intellectual Property Law Commons](#), [International Law Commons](#), [International Trade Law Commons](#), [Land Use Law Commons](#), [Law and Society Commons](#), [Law of the Sea Commons](#), [Litigation Commons](#), [Natural Resources Law Commons](#), [Oil, Gas, and Mineral Law Commons](#), [Public Law and Legal Theory Commons](#), and the [Water Law Commons](#)

Recommended Citation

Hardaway, Robert (2015) "La Terre Compte Désormais Des Milliards D'Individus: Réflexions et Mise en Perspective à Travers l'Essai de Robert Hardaway, Population, Law and the Environment," *Sustainable Development Law & Policy*. Vol. 15 : Iss. 3 , Article 2.

Available at: <https://digitalcommons.wcl.american.edu/sdlp/vol15/iss3/2>

This Article is brought to you for free and open access by the Washington College of Law Journals & Law Reviews at Digital Commons @ American University Washington College of Law. It has been accepted for inclusion in Sustainable Development Law & Policy by an authorized editor of Digital Commons @ American University Washington College of Law. For more information, please contact kclay@wcl.american.edu.

LA TERRE COMPTE DÉSORMAIS SEPT MILLIARDS D'INDIVIDUS

Réflexions et mise en perspective à travers l'essai de Robert Hardaway,
Population, Law and the Environment*

L'ÉQUATION D'HOLDREN

Dans les années soixante-dix, John Holdren, Barry Commoner et Paul Ehrlich ont mis au point une équation permettant de mesurer l'emprunte écologique de l'homme : $I=PAT$, où l'impact environnemental (I) est égal au produit de la population (P), de la prospérité, mesurée par la consommation par habitant (A), et de la technologie, c'est à dire l'impact environnemental par unité de consommation (T)¹. Certains soutiennent que pour la politique environnementale, cette équation a eu une importance similaire à celle que l'équation d'Albert Einstein, $E=MC^2$, eut pour la physique.

Alors que le lien entre la croissance démographique mondiale – corrélée à l'accroissement de la demande de biens et services – et la santé de notre planète est évident, il ne transparait pas dans les politiques environnementales. Ce lien est également souvent ignoré par les mouvements et associations privés, défenseurs de la cause environnementale. Encore moins reconnus et même parfois niés sont les liens qui peuvent exister entre la population – et donc l'environnement – et les lois régulant l'avortement, les droits des femmes, la contraception, l'immigration, la planification familiale ou les politiques de croissance économique. Ce n'est que très exceptionnellement qu'une autorité influente telle que la Cour Suprême des États-Unis, s'est laissée tenter par la reconnaissance de tels liens, comme ce fut le cas dans l'affaire *Roe v. Wade*. La Cour énonça en effet que « la croissance démographique . . . [et] la pollution . . . tendent à compliquer le problème de l'avortement ».² De manière générale, aussi bien les dirigeants politiques que les principales organisations environnementales tentent d'éviter d'aborder des sujets aussi sensibles. Par conséquent, les politiques environnementales ont une fenêtre de tir relativement réduite puisqu'elles se focalisent sur la réduction de la consommation des hommes (A) et celle des émissions liées à la production. Or, dernièrement cette approche n'a pas semblé très concluante. En effet face aux deux réalités que sont la pauvreté et la malnutrition, il n'est pas étonnant que les appels à la réduction de la consommation globale n'aient que très peu d'écho dans les pays en voie de développement. Les États-Unis ont également essayé de diminuer leur consommation (fût-ce de manière involontaire lors de la Grande dépression), et force est de constater que ce ne fut pas du goût de tout le monde et que la plupart des gens eurent du mal à le supporter. De même, l'amélioration des performances énergétiques des nouveaux modèles de voiture n'a qu'un impact limité sur l'environnement

lorsqu'il est mis en perspective avec l'accroissement exponentiel du nombre de voitures circulant à travers le globe.

LA POPULATION DANS UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Nous estimons que notre planète accueille un être humain supplémentaire tous les tiers de seconde. Ainsi la population mondiale croît à une vitesse proche de celle à laquelle un fusil mitrailleur propulse ses munitions³. Pour permettre à chacun de ces nouveaux êtres humains de bénéficier d'un niveau de vie minimum, cela nécessite l'émission annuelle de 3.2 tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère⁴, la consommation de 2,000 mètres cube d'eau⁵, et 207 gigajoules d'énergie⁶. Chacun d'entre eux aura également besoin d'une part des ressources forestières, induisant automatiquement la destruction de 1,5 acres de forêt tropicale par seconde⁷. Leurs déchets s'ajouteront aux 355,000 tonnes métriques déversées chaque année dans les océans⁸, aux 270,000 tonnes métriques de méthane⁹, aux 30,000 tonnes métriques de soufre¹⁰ et aux 80,000 tonnes de monoxyde de carbone relâchées dans l'atmosphère¹¹. De même, pour permettre à tout nouveau né de trouver, à terme, un endroit où s'installer, une espèce animale est sacrifiée tous les jours, et une espèce vertébrée disparaît tous les neuf mois¹². À eux seuls les Américains produisent 4,6 pounds de déchets par personne et par jour¹³. Pour illustrer ce phénomène, on peut dire qu'il ne prendrait que peu de temps à une décharge qui serait visible

**Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Denver, Sturm College of Law. Pour la rédaction de cet article, l'auteur s'est largement appuyé sur son livre intitulé Population, Law and the Environment (aux éditions Praeger, 1994). Il en reprend certaines pages, plusieurs paragraphes, de simples phrases, mais également quelques sources qu'il cite dans son livre. Lorsque ces extraits correspondent exactement aux mots utilisés dans le livre, ceux-ci ne sont pas indiqués par des guillemets. Dans cet article, l'auteur expose également des idées qu'il a développées antérieurement dans d'autres publications, Robert M. Hardaway, Carbon Markets in Context: Into Which Component of Holdren's Equation Do they Fit?, 85 Denv. U. L. Rev. 983, 983 (2008); Robert M. Hardaway, Environmental Malthusianism: Integrating Population and Environmental Policy, 27 Envtl. L. 1209 (1997); Richard D. Lamm & Robert Hardaway, Prop. 187 Opposition has Origins in Racism, Los Angeles Daily News, Nov. 22, 1995, at 13; Robert M. Hardaway & Karen D. Dacres, Tropical Forest Conservation Legislation and Policy: A Global Perspective, 4 Int'l J. Env't & Pollution 1 (1994); Robert M. Hardaway & Karen D. Dacres, Tropical Forest Conservation Legislation and Policy: Focus on South-East Asia, 11 Envtl. & Planning L. J. 419 (1994); Robert M. Hardaway, Immigration Aids the Rich, Chicago Sun-Times, Sept. 18, 1993, at 18; Robert M. Hardaway, 'Fetus as Human Life' has Major Legal Consequences, Kansas City Star, Sept. 22, 1991, at K4. L'auteur souhaite remercier particulièrement Alison Ruggiero, Brandi Joffrion, et Chad Eimers (étudiants au Sturm College of Law) pour leur précieuse contribution aux travaux de recherche.*

depuis la statue de la liberté pour atteindre la dimension de la grande pyramide de Gizeh¹⁴.

Tous les 18 jours, la population mondiale augmente d'un nombre d'individus équivalent à celui de la population totale vivant sur la planète en 5,000 avant Jésus Christ¹⁵. Tous les cinq mois, elle augmente d'un nombre équivalent à la population estimée du XVI^e siècle¹⁶ ; tous les dix ans, à la population de 1776¹⁷ et tous les trente ans à la population de 1950¹⁸. En 1987, la terre a accueilli le cinq milliardième humain et en 2013, la population mondiale a dépassé les sept milliards d'habitants¹⁹. En effet, on estime que les hommes vivant aujourd'hui sur la planète représentent 40% de la totalité des hommes n'ayant jamais vécu sur celle-ci²⁰.

Plus récemment, le Center for Sustainable Systems a publié des chiffres encore plus alarmants en calculant l'emprunte carbone agrégée de la consommation américaine²¹.

UN JEU EN CIRCUIT FERMÉ

À quelques exceptions près, les pressions exercées par la population sur l'environnement ont été largement ignorées au profit d'initiatives publiques et privées souvent inefficaces²². L'ancien directeur de l'Environmental Protection Agency des États-Unis a d'ailleurs déclaré que, in fine, la plupart des projets menés en faveur de l'environnement ne permettent pas réellement d'œuvrer en faveur de l'écologie. En effet, ces projets ne font que transférer la pollution « d'un milieu naturel à un autre – de l'air à l'eau, des eaux de surface aux eaux souterraines, de l'eau aux sols, et ainsi de suite (...) il doit être mis un terme à ce jeu en circuit fermé (...) car au mieux il nous détourne de notre but – nous pensons que nous résolvons des problèmes alors qu'il n'en est rien – et au pire il est pervers – plutôt que réduire les risques de pollution, il pourrait bien les augmenter²³.

Ce jeu en circuit fermé est également à l'œuvre d'un point de vue géographique. Nombreux sont les fonds gouvernementaux en faveur de l'environnement qui ont été utilisés pour transférer la pollution des pays à la fois industrialisés et politiquement forts, vers les pays pauvres et politiquement faibles. Lorsqu'il fut porté à la connaissance des habitants de la ville de El Dorado dans l'Arkansas, qu'une entreprise spécialisée dans l'incinération de déchets dangereux importait des déchets provenant de plus 48 États et notamment de pays étrangers, le Congrès environnemental de l'Arkansas remporta un « succès » en obtenant que la décharge soit construite loin de la ville. Ainsi la décharge fut installée dans le bassin du fleuve Ouachita où, selon les observateurs, « une inondation, si elle survenait, déverserait toutes sortes d'ordures et de déchets sur une distance estimée entre 60 et 100 miles²⁴.

Lorsqu'une entreprise chimique basée près de Jacksonville dans l'Arkansas tenta de disposer de 28,300 barils de déchets toxiques accumulés depuis 30 ans, plusieurs groupes de protection de l'environnement sont intervenus pour forcer la liquidation de l'entreprise afin de la pousser à se délocaliser²⁵. Les nations ont décrit les actions engagées par ces groupes comme un « succès pour l'environnement »²⁶. Cependant, en

1992, alors que les deux parties avaient dépensé des « sommes d'argent importantes », l'EPA accorda au site de Jacksonville une licence lui permettant d'incinérer les toxines et de les rejeter dans l'air. Bien que tout cela soit conforme au Clean Air Act, ces toxines sont néanmoins émises dans l'air « où personne ne sait quelles en seront les conséquences »²⁷. Alors que beaucoup firent l'éloge de l'action engagée par ce mouvement écologiste et que celle-ci fut qualifiée de « succès environnemental », les polluants furent en réalité transférés du sol à l'air²⁸.

Un exemple illustre particulièrement bien cet échec des politiques publiques, c'est le règlement promulgué en Californie dans les années 1960. Il prévoyait l'installation sur les voitures d'appareils de filtrage des émissions des pots d'échappement. Au prix de quelques milliards de dollars répercutés sur le consommateur américain, une réduction très modeste de 12% des émissions d'hydrocarbures fut atteinte, mais elle fut obtenue par un accroissement de 28% des émissions d'oxydes d'azote²⁹. Une étude approfondie des lois fédérales et de celles des États régulant les émissions automobiles a conclu que celles-ci avaient eu pour principale conséquence de « substituer à un type de pollution un autre type de pollution »³⁰.

La recherche de sources d'énergie alternatives a été encore plus néfaste pour les mouvements écologistes. Dès 1978, le gouvernement décida d'investir plus de 100 millions de dollars dans la construction d'un barrage hydraulique propre, destiné à subvenir aux besoins énergétiques de populations modestes. Ce projet fut cependant dénoncé et fit l'objet de recours en justice par des groupes de défense de l'environnement qui invoquèrent la protection d'une espèce de poisson vivant sur le site, le « snail darter ». Par la décision *TVA c. Hill*, la Cour Suprême ordonna l'arrêt des constructions au motif qu'elles n'étaient pas conformes au Endangered Species Act³¹. La Cour reconnut cependant qu'il « pourrait paraître curieux aux yeux de certains que, parmi les millions d'espèces existantes, la survivance d'un si petit poisson nécessite l'arrêt des constructions d'un barrage presque terminé, pour lequel le Congrès a dépensé plus de 100 millions de dollars ». Malgré cela, la Cour décida l'arrêt des constructions³². Exaspérée, l'opinion minoritaire de la Cour regretta elle que « la seule condition nécessaire à l'arrêt de l'un des projets fédéraux les plus importants du pays puisse être la protection par le Secrétaire de l'Intérieur d'une espèce d'araignée d'eau fraîchement découverte »³³.

En 1983, la Californie décida de construire 17 000 éoliennes géantes afin de couvrir 1% de ses besoins énergétiques. Ce projet fut confronté à une opposition virulente des associations de protection de l'environnement qui dénoncèrent les ravages que ce projet pourrait causer aux paysages de la région. Selon ces associations, la construction d'éoliennes pourrait nuire encore davantage à la beauté des paysages que l'exploitation d'une carrière et ainsi laisser un environnement encore plus dégradé que dans le pire des cauchemars de Salvador Dali³⁴. L'écologiste Paul Thayer estima que « ces imposantes éoliennes représentent un danger pour les oiseaux ». Un autre porte-parole du mouvement écologiste souscrit à ces propos en soutenant

que « l'énergie éolien est fantastique mais que l'on ne peut pas se mettre à saccager l'environnement »³⁵. Le fait que même l'énergie propre éolien ait déclenché la colère des écologistes soulève des doutes quant à la capacité des énergies alternatives à constituer un jour une solution durable qui permette de soulager la planète du poids de la démographie humaine galopante.

En clair, la politique environnementale a ignoré le principe le plus essentiel de l'écologie selon lequel « tout est lié ». En effet, l'environnement peut être comparé à une table à trois pieds : la réduction des émissions de dioxyde de carbone entraîne l'accroissement des émissions d'oxyde d'azote ou d'autres polluants³⁶ ; l'abandon des centrales à charbon induit une dépendance accrue à l'énergie nucléaire et donc aggrave le problème des déchets radioactifs³⁷ ; la construction d'éoliennes est bloquée par des recours judiciaires ; la construction de panneaux solaires provoque l'opposition des habitants³⁸ ainsi que des contentieux juridiques au motif que 90% de la planète devrait être recouverte de panneaux solaires pour atteindre la production d'énergie issue des centrales à charbon³⁹. Cette idée fut parfaitement illustrée par un éditorial imagé du Las Vegas Review-Journal dans lequel était représentée une voiture électrique directement raccordée à une centrale nucléaire⁴⁰.

LE MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE INSTITUTIONNALISÉ

Les projets portés par les mouvements écologistes issus de la société civile se sont avérés également illusoire. Tom Wolf, un militant écologiste a déclaré que « les associations écologistes ont failli à partir du moment où elles ont « adopté » le modèle américain. Lorsqu'elles deviennent trop importantes, trop riches et lorsqu'elles finissent par se désintéresser des conséquences environnementales que leurs actions peuvent avoir . . . à l'image des organisations religieuses telles que les télévangélistes, les militants écologistes ont perdu toute crédibilité lorsqu'ils ont commencé à utiliser des messages publicitaires de manière agressive »⁴¹. Par conséquent, le mouvement écologiste a fini par dégénérer et il s'est dès lors scindé en plus de 10,000 groupes décentralisés, en concurrence les uns avec les autres pour lever des fonds⁴². Il existe par ailleurs une très grande diversité d'associations écologistes, cela peut aller d'une simple association de défense des escargots et limaces à un groupe dédié à la dénonciation des produits agroalimentaires exposés à des radiations.

La désillusion de Wolf est telle qu'il va jusqu'à penser que c'est le cœur même de l'idéal écologiste qui a été atteint : « dans les années 80, notre culture du narcissisme a répandu un venin contagieux dans les conseils d'administration de ces associations écologistes. Les anciens activistes se sont convertis en jeunes cadres du jour en lendemain alors que les petites associations se transformèrent en grosses structures. Les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance qui caractérisaient le mouvement écologiste se sont peu à peu évanouis pour laisser place à un empire dominé par le pouvoir et la notion de « carrière »⁴³.

Dans le même temps, les idéaux écologistes ont été progressivement abandonnés. Ce phénomène est dû en parti

à la course aux dons à laquelle de nombreuses associations écologistes se sont livrées. Par exemple, des produits commerciaux ont profité de l'ignorance du public en vantant leur « biodégradabilité ». Or à ce propos, un professeur d'archéologie de l'université d'Arizona a récemment mené des recherches dans une décharge publique afin d'y examiner la nature des déchets entreposés. Un déchet en particulier suscita sa curiosité : des journaux datant de près d'un quart de siècle⁴⁴. D'autres déchets retrouvés sur place tels que des plastiques ont vu leur durée de vie estimée à un tiers de siècle⁴⁵. Alors que beaucoup d'écologistes condamnent l'usage de couches jetables, ils ne mentionnent presque jamais le fait que les couches en tissus ont également un impact sur l'environnement. En effet, elles nécessitent chacune près de 12,00 gallons d'eau par année et par bébé, et cela sans compter les phosphates qu'elles déversent dans l'eau usée⁴⁶. William Booth a décrit le comportement typique d'une famille qui « recycle ses canettes, évite d'acheter des produits dont le packaging est en plastique, mais qui prend la voiture pour se rendre au supermarché situé à deux pas de leur maison, et asperge son jardin d'engrais chimiques qui polluent autant les rivières que les emballages plastiques »⁴⁷.

LE PÉRIMÈTRE D'ACTION TRÈS LIMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Comme nous l'avons déjà évoqué antérieurement, les actions menées à la fois par les gouvernements et les associations privées se sont concentrées presque exclusivement sur la variable « T » de l'équation. À l'image de l'arrêt de la construction du barrage, ces actions se sont révélées souvent peu pertinentes et très coûteuses pour la société. De plus, même lorsque des politiques environnementales permettent de réduire les émissions par unité de consommation (comme ce fut le cas de l'imposition de filtres à particules sur les véhicules automobiles), l'augmentation des unités de consommation réduit à zéro les progrès résultant de la politique environnementale. Chaque pas en avant est accompagné de trois pas en arrière. Autrement dit, pendant que les filtres à particules réduisent le volume de dioxyde de carbone émis par chaque automobiliste américain⁴⁸, la mise sur le marché de millions de nouveaux véhicules en Inde et en Chine rend presque insignifiants les résultats obtenus par ces filtres⁴⁹. Aux États-Unis, chaque nouvelle naissance se traduit automatiquement par la mise en circulation de 2,5 voitures supplémentaires, contribuant ainsi à l'accroissement des émissions de dioxyde de carbone et au réchauffement climatique⁵⁰. En Corée du Sud, de 1990 à 1999, le nombre de voitures est passé de 935,271 à 2.2 millions⁵¹.

Les politiques publiques ont également très mal appréhendé le « P » de l'équation d'Holdren. Lorsqu'une entreprise fabriquant des voitures en Inde a annoncé la sortie d'une voiture low cost coûtant 3.000 dollars, le New York Times s'est alarmé des conséquences environnementales que pourrait avoir l'achat massif de voitures par tous les plus pauvres que compte notre planète⁵². Dans son livre *Earth in the Balance*, Al Gore affirme

que, dans le monde entier, les gens réduisent leur consommation afin de réduire leur impact sur l'environnement⁵³. Selon lui, le besoin de consommer est la marque d'une « civilisation en panne », et par conséquent la crise environnementale est une crise très profonde qui traduit une « crise spirituelle »⁵⁴. Toujours selon Al Gore, si les pays riches réduisaient leur consommation et si les pays en développement abandonnaient leurs espoirs d'atteindre un jour un niveau de vie plus élevé, les problèmes environnementaux auxquels la terre fait face pourraient être résolus⁵⁵ (apparemment cette solution ne s'applique pas à lui puisqu'il justifie les émissions de son jet privé et de ses différentes résidences en expliquant qu'il a acquis des droits à polluer sur le marché du carbone⁵⁶).

Pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des droits à polluer sur le marché du carbone, ces solutions sont jusqu'à présent tombées dans l'oreille d'un sourd, en particulier pour ceux qui cherchent à élever leur niveau de vie et à sortir de la pauvreté⁵⁷. Aux États-Unis, la solution consistant à réduire la consommation a déjà été mise en œuvre lors de la Grande dépression (même involontairement⁵⁸) et force est de constater que la plupart des gens n'ont pas vraiment apprécié ses effets⁵⁹. Alors qu'il suffisait simplement au dictateur Roumain Ceausescu d'ordonner l'extinction des réverbères dans les rues de la ville afin d'économiser de l'énergie⁶⁰, une telle manœuvre serait irréalisable dans nos démocraties modernes⁶¹.

P. Harrison s'est penché sur la question de savoir ce qu'exigerait concrètement de répondre aux défis environnementaux par une baisse de la consommation. Il a constaté qu'à mesure que la population s'accroît, la part de pollution autorisée par habitant se réduira⁶². Par exemple, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a établi un plafond de 2.8 millions de tonnes de dioxyde de carbone au-delà duquel l'atmosphère ne pourrait plus être stable. Lorsque ce niveau sera atteint, chaque individu se verra attribué 0,53 tonnes de dioxyde de carbone par année⁶³, c'est à dire une quantité proche de celle du Mozambique, le douzième pays le plus pauvre du monde aujourd'hui⁶⁴.

Les progrès de la science permettront certainement d'accroître ces parts de pollution par habitant, mais cela ne durera qu'un temps. En effet, Harrison a constaté que la capacité de la planète à absorber les pollutions émises par une population en expansion permanente est limitée, car l'air et l'eau ne peuvent absorber qu'une quantité « fixe et absolue » de polluants⁶⁵.

ÉTENDRE LA FENÊTRE DE TIR À LA VARIABLE « P »

Au vu de l'inefficacité des politiques qui se sont concentrées sur la variable « T » de l'équation d'Holdren, et de l'impossibilité de traiter le problème à partir de la variable « A » – qui signifierait à terme de réduire toute l'humanité au niveau de consommation du Mozambique – il ne reste qu'un seul levier d'action possible, le facteur « P ».

Étant donné que la variable « P » est le seul facteur de l'équation d'Holdren qui peut être directement influencé par les politiques environnementales, il serait logique de penser que

les mouvements écologistes militent de manière active pour que les pouvoirs publics agissent sur ce levier. Or il n'en est rien. La plupart des associations écologistes sont très frileuses lorsqu'il s'agit de traiter du sujet de la population humaine, et une grande partie d'entre elles l'ignorent même complètement. Par exemple, sur les 407 pages que compte son ouvrage *Earth in Balance*, Al Gore n'a consacré que 27 pages au sujet de la population, comme s'il s'agissait d'une réflexion secondaire et contingente⁶⁶.

En 1992, lors de la conférence environnementale de Rio de Janeiro, les sujets relatifs à la population mondiale n'ont jamais été évoqués⁶⁷. Les opposants à la planification familiale ont travaillé en amont pour s'assurer que ces sujets ne soient ni inscrits à l'agenda de la conférence ni l'objet d'un groupe d'études⁶⁸.

En 1972, au moment où le Congrès accordait les financements nécessaires à la construction du barrage Tellico⁶⁹, il réduisait les budgets alloués aux groupes de planification familiale pro-avortement⁷⁰. Cela signifie que de nombreuses femmes furent privées des moyens de choisir la nature de leur famille. Le résultat fut immédiat : des centaines de milliers de grossesses non souhaitées et la naissance d'innombrable enfants dont les besoins en énergie devaient sans aucun doute solliciter la production du barrage de Tellico⁷¹. Plus tard, en 1989, l'administration Bush refusa de financer le Fonds des Nations Unis pour la population sous prétexte qu'il était destiné à encourager l'avortement⁷².

Les raisons pour lesquelles les mouvements conservateurs s'opposent à la planification familiale seront analysées plus loin dans cet article. Celles qui expliquent l'hostilité ou l'indifférence des milieux progressistes vis-à-vis de la population sont plus difficilement appréhendables car plus rarement exprimées⁷³. Cependant, ces raisons ne sont pas très difficiles à deviner.

Défendre un environnement sain, c'est comme défendre la vertu, tout le monde est pour. Tant que les électeurs et les bailleurs de fonds sont convaincus que des politiques environnementales sont menées (même si le jeu en circuit fermé est à l'œuvre), des crédits budgétaires peuvent être dégagés et des donations privées allouées. Mais les écologistes qui essayent de promouvoir le contrôle des naissances, la planification familiale et l'avortement, ont souvent l'impression de se battre dans un bourbier trop éloigné des urgences environnementales immédiates. Ces questions apparaissent donc comme des combats qu'il ne vaut ni la peine ni le coût de mener, tant le coût politique qui leur est associé est élevé.

ANTI-MALTHUSIANISME

Bien que Thomas Malthus ne soit pas connu principalement pour avoir été le premier économiste professionnel de l'histoire, il a affirmé dans un essai sur la population que « le pouvoir de la population est infiniment plus grand que celui qu'a la terre de pourvoir aux besoins de l'humanité »⁷⁴. Cet essai avance l'hypothèse selon laquelle il existerait un lien entre la population et la capacité de la terre à pourvoir aux besoins

de celle-ci⁷⁵. Il aboutit alors à la conclusion que la population humaine augmentera inévitablement jusqu'à ce que la terre ne puisse plus pourvoir aux besoins de l'homme, que ce soit en raison de famines ou de catastrophes provoquées par l'action de l'homme⁷⁶. Sans surprise, cette thèse très pessimiste a suscité et suscite encore aujourd'hui l'indignation⁷⁷. Ses détracteurs l'ont même qualifiée de « calomnie portant directement atteinte à Dieu »⁷⁸. D'autres ont même fini par renommer la science économique naissante, la « science funeste »⁷⁹.

Si Malthus avait limité sa thèse au simple truisme selon lequel la survivance de l'humanité dépend de la capacité de la terre à subvenir à ses besoins, les critiques dont il a fait l'objet n'auraient jamais pris une telle ampleur. Seuls des intellectuels comme Karl Marx aurait trouvé quelque chose à redire puisque ce dernier lui reprochait d'être à la fois un « courtisan et un flagorneur des classes dirigeantes »⁸⁰. Malheureusement, Malthus tira de ses recherches des conclusions politiquement impopulaires. Il suggéra notamment que l'État social et les lois des pauvres avaient un effet contre-productif puisqu'ils encourageaient la reproduction des pauvres et donc accéléraient la marche de l'humanité vers une pauvreté généralisée, la famine, et un chaos économique⁸¹.

Aujourd'hui, les adversaires du Malthusianisme mettent en avant les progrès techniques réalisés par le secteur agricole depuis que la « Révolution Verte » a débuté en 1944. L'accroissement du volume des récoltes qui en a résulté a permis à des pays comme le Mexique de cesser d'importer leur blé et de devenir presque auto-suffisants⁸². Les prévisions exagérément catastrophistes de Paul Ehrlich dans son livre *The Population Bomb* (1969)⁸³ et celles de Donella Meadows (*The Limits to Growth* 1972)⁸⁴ ont renforcé les anti-malthusiens et conforté leur discours. En effet, force était de constater que les partisans des thèses de Malthus avaient encore une fois crié au loup trop tôt.

À contre-courant des thèses développées par Malthus, les anti-malthusiens ont fait valoir que l'accroissement de la population était essentiel à la croissance économique, bénéfique à l'innovation technologique et facilitait la création d'économies d'échelle⁸⁵.

L'économiste russo-américain Kuznets soutient l'idée que « l'accroissement de la population signifie plus de créateurs et de producteurs, et corrélativement une plus grande variété de biens, de techniques de production, de connaissances et d'inventions. Par conséquent, puisque par le passé, l'humanité a su apporter des réponses à une démographie galopante, serait-il déraisonnable de penser qu'aujourd'hui, grâce aux milliards d'individus présents sur la planète, de nouvelles solutions finiront une nouvelle fois par émerger – afin d'accroître la production globale disponible pour les populations existantes et faire face à l'accroissement des besoins humains⁸⁶ ?

L'économiste et politiste austro-américain Schumpeter s'inscrit également dans cette ligne de pensée. Selon lui « à quelques rares exceptions, les États-nation ont souvent vu d'un très bon œil le fait d'avoir une démographie croissante... cela était perçu comme un signe de prospérité ; c'était même

considéré comme la source de la prospérité et donc comme une force que toutes les nations cherchaient à acquérir »⁸⁷.

Sous l'Allemagne nazie, Hitler a mis en œuvre une politique d'État destinée à encourager la natalité des femmes allemandes. Son but était évidemment d'alimenter son armée en hommes mais également d'étendre la race « arienne » sur toute la surface du globe⁸⁸. De même, la Russie de Staline gratifiait les femmes russes de médailles lorsqu'elles mettaient au monde plus de huit enfants⁸⁹.

Selon cette théorie, à chaque fois que l'humanité atteint l'épuisement d'une ressource (par exemple l'ivoire pour la production de boules de billard), celle-ci est remplacée grâce aux progrès technologiques réalisés en chimie et dans la production de différents matériaux plastiques de substitution⁹⁰. Cette thèse est souvent appuyée par les recherches réalisées par Ansley Coale, un démographe de l'université de Princeton. Ce chercheur a notamment avancé qu'un Malthusien vivant en 1890 aurait pu déclarer « qu'il est impossible que les États-Unis puissent pourvoir aux besoins de deux cent cinquante millions d'individus. Où trouveront-ils la place de faire pâturer tous leurs chevaux⁹¹ ?

Cependant, il faut reconnaître que le remplacement des chevaux par les voitures et celui de millions d'individus par plusieurs milliards ne pourra pas se poursuivre indéfiniment.

En défendant l'interdiction de tout moyen de contraception édictée par le pape, les évêques ont fait valoir que la terre ne pouvait pas nourrir plus de 40 milliards d'individus. Ce chiffre pourrait donc déculpabiliser les 7 milliards d'individus présents aujourd'hui sur terre d'avoir de nouveaux enfants. Mais ce que ce chiffre ne dit pas, c'est qu'il se base sur les hypothèses suivantes : toutes les terres cultivables auront été déforestées sans provoquer l'érosion des sols, les cultures commerciales telles que le coton et le café auront été abandonnées, et l'élevage de tout bétail aura été proscrit, ce qui signifie que l'humanité toute entière aurait été contrainte à devenir végétarienne⁹².

Lors du rassemblement des évêques, la question de savoir si la croissance de la population humaine devrait être stoppée après le dépassement de la barre des 40 milliards d'individus n'a jamais été abordée.

Au bout d'un moment, même le plus ardent défenseur d'une expansion illimitée de la population humaine devrait reconnaître que celle-ci sera inévitablement interrompue du simple fait que les ressources de la planète sont intrinsèquement limitées. Par conséquent, il est évident que la population mondiale ne peut plus doubler comme ce fut le cas entre 1960 et 1998⁹³. Cette assertion peut d'ailleurs être illustrée très simplement à travers l'exercice suivant : si l'on prend une feuille de papier et que l'on veut doubler son épaisseur, on peut la plier en deux, en trois et ainsi de suite jusqu'à atteindre 42 pliages. L'épaisseur de la feuille de papier peut donc être agrandie jusqu'à un certain point⁹⁴, mais passé un certain nombre de pliages, il n'est plus possible d'accroître l'épaisseur de la feuille de papier. Or c'est exactement cette image que l'on peut appliquer à la population mondiale.

Lorsque les opposants au Malthusianisme prétendent que les partisans de Malthus ne font que crier au loup, il est tout de même bon de rappeler que cette histoire de l'enfant qui criait au loup comporte deux morales bien distinctes. La première, c'est que ceux qui crient au loup prématurément sont tout simplement ignorés, mais la seconde c'est que lorsque la catastrophe se produit réellement, il est souvent trop tard pour réagir.

Ceux qui estiment que Malthus a crié au loup devraient pas conséquemment prendre conscience que beaucoup de choses qu'ils avaient prédites sont aujourd'hui à l'œuvre un peu partout dans le monde. Neuf cent quarante millions d'individus vivent dans la misère la plus totale,⁹⁵ près d'un milliard ne mangent pas à leur faim⁹⁶ et environ 18,000 enfants meurent de faim chaque jour⁹⁷. Dans le même temps, la planète doit produire chaque année une quantité de nourriture nécessaire pour satisfaire les besoins de 90 millions d'individus supplémentaires, et ceci avec 26 milliards de tonnes de terres arables en moins et des quantités d'eau potable toujours plus minces⁹⁸. S'il est vrai que proportionnellement le nombre d'individus mourant de faim chaque année a diminué depuis l'époque de Malthus, en termes absolus, ce nombre a considérablement augmenté⁹⁹.

Pourtant, malgré ces constats implacables, les détracteurs du Malthusianisme continuent de défendre leur cause. Le 4 août 2011, Jonathan Last publia dans le Wall Street Journal une tribune dans laquelle il s'alarme des projections démographiques des Nations Unies, lesquelles prévoyaient une légère baisse de la natalité dans certains pays développés tels que le Japon, l'Italie et la Pologne¹⁰⁰. « À mesure que la population vieillit et décroît, l'offre de travail se contracte, l'assiette de l'impôt diminue et le coût du système de retraites s'alourdit. Enfin, le dynamisme économique décline corrélativement à la baisse de la demande globale qui touche tous les secteurs à l'exception de celui de la santé. Un taux de natalité faible serait donc le plus grand piège de la modernité¹⁰¹.

Il ne fait aucun doute que le taux de natalité a tendance à fléchir lorsqu'un pays s'enrichit et à mesure que les femmes ont accès à l'éducation ; en revanche dans les pays sous-développés les enfants sont considérés comme des outils économiques puisqu'en fouillant les ordures à la recherche de nourriture, ils peuvent aider leurs parents vieillissants – par conséquent, il est préférable d'avoir beaucoup d'enfants. Il est également démontré que les caractéristiques démographiques d'une population vieillissante affectent directement l'équilibre entre les contributions et les prestations sociales sur lequel reposent les systèmes de sécurité sociale et Medicare. Cependant cet argument ne permet pas de soutenir la conclusion selon laquelle l'accroissement de la population mondiale est bénéfique à l'environnement. En effet, l'emprunte écologique d'un enfant de pays développé est bien plus importante que celle d'un enfant vivant dans un pays sous-développé¹⁰². Par conséquent, si l'on revient à l'équation d'Holdren $I = PAT$, cela signifie que A (la prospérité de la population ou la consommation par habitant) et T (la technologie ou l'impact sur l'environnement par unité de consommation) seraient nécessairement plus importants pour la

partie de P (la population) qui réside dans les pays développés. C'est donc dans les pays industrialisés que la surpopulation représente la plus grande menace pour l'environnement.

LE MALTHUSIANISME ENVIRONNEMENTAL

Les prémisses du Malthusianisme environnemental sont les suivantes :

D'abord, une population mondiale croissante combinée à la quête d'un niveau de vie supérieur exerce des pressions insoutenables sur l'environnement global¹⁰³.

Deuxièmement, la variable « P » de l'équation d'Holdren est celle qui peut permettre à l'humanité de limiter significativement les pressions que cette dernière exerce sur l'environnement, tout en préservant un niveau de vie élevé compatible avec la dignité humaine¹⁰⁴ (s'attaquer à la variable « A » en cherchant à réduire la consommation et le niveau de vie des hommes n'est ni humain ni faisable politiquement¹⁰⁵ ; se concentrer sur la variable « T » en subissant le jeu en circuit fermé ou en obtenant des victoires presque insignifiantes est également vain, puisque le nombre d'unités ne fait que s'accroître exponentiellement au rythme de la croissance démographique¹⁰⁶.

Troisièmement, les politiques publiques relatives à la variable « P » doivent prendre à bras le corps certains sujets trop souvent considérés comme étrangers à la démographie et à la protection de l'environnement que sont la planification familiale, les droits des femmes, le régime juridique de l'avortement, et les politiques d'immigration.

LA PLANIFICATION FAMILIALE

Historiquement, l'idée d'une planification familiale a été éludée pour des raisons culturelles, socio-économiques et religieuses toujours à l'œuvre aujourd'hui. Ceci explique que moins de la moitié des femmes des pays en voie de développement ait accès à des programmes de planification familiale¹⁰⁷. À travers le monde, nombreuses sont les femmes qui limiteraient bien volontiers la taille de leur famille si la possibilité leur en était donnée, notamment à travers des moyens de contraception¹⁰⁸. Jusqu'à une période relativement récente, les États-Unis ont toujours été très hostiles aux droits des femmes à planifier leur famille. En 1872, Anthony Comstock déposa une proposition de loi au bureau du Congrès des États-Unis. Celle-ci qualifiait tout procédé contraceptif d'« obscène, lascif, indécent, sale et méprisable » et pénalisa « la vente, le prêt et le don de tout produit contraceptif »¹⁰⁹. Cette description législative de l'appareil contraceptif comme quelque chose de « sale et méprisable » ne fut supprimée que dans les années 1970¹¹⁰.

En tant qu'inspecteur des services postaux, Comstock a consacré toute son énergie à la traque de médecins affiliés aux groupes pro planification familiale. Par exemple, « deux femmes ont un jour écrit à un docteur et lui firent part de l'angoisse qu'elles avaient que leurs enfants héritent des pathologies mentales de leur mari respectif ». Le médecin destinataire de cette lettre leur répondit et leur donna quelques conseils.

Comstock fit arrêter le médecin et celui-ci fut condamné à sept années de travaux forcés¹¹¹.

Face à ces politiques, Margaret Sanger est apparue comme la leader du Mouvement Américain pour le contrôle des naissances. Elle se fit d'abord connaître à la suite de « l'affaire Sadie Sachs ». Après que Sachs a été informée qu'une grossesse pourrait mettre en danger sa propre vie, son médecin lui dit d'un ton ferme « vous voulez avoir votre gâteau et également le manger, cela n'est pas possible ! », et il lui conseilla de manière cruelle de demander à son mari de « dormir sur le toit ». Son mari refusa évidemment de dormir sur le toit et Sachs décéda quelque temps plus tard. À la mort de Sachs, Sanger adopta cette phrase – dors sur le toit¹¹² – et en fit le slogan de son mouvement¹¹³.

En 1930, le Congrès vota le Tariff Act qui interdit l'importation d'appareils contraceptifs ainsi que de tout incitant à la « trahison ou au meurtre »¹¹⁴. L'assimilation des contraceptifs à la trahison et au meurtre reflète bien le jugement très sévère que portait les gens sur la contraception.

En 1936, New York promulgua une loi pénalisant « la vente, le don et la promotion de tout instrument contraceptif »¹¹⁵. Jusqu'en 1965, dans l'État du Connecticut, « l'usage de tout instrument destiné à la contraception » était considéré comme un crime passible de vingt ans de travaux forcés¹¹⁶. C'est cette même année que dans un jugement qui divisa largement les juges de la Cour Suprême, cette dernière jugea ces lois inconstitutionnelles car contraires au droit à une vie privée¹¹⁷. Finalement dans une décision *Eisenstadt v. Baird* de 1972, la Cour Suprême annula une condamnation que les Courts du Massachusetts avaient prononcé à l'égard d'un homme qui avait donné un contraceptif à quelqu'un, comportement qui aurait dû lui valoir une peine d'emprisonnement de cinq ans¹¹⁸.

Alors que la pénalisation de l'usage de contraceptifs reculait, les facteurs religieux et culturels prirent le relais et continuèrent à exercer une pression sur les femmes dans le but de les dissuader d'avoir recours à toute sorte de contraceptif. En 1930, dans *Casti Connubii*, le pape Pie XI déclara que même les couples mariés ne devaient coïter que dans le but de procréer¹¹⁹. L'Église catholique affirma également que coïter pour le plaisir était un pêché et que « pratiquer le coït était illégal et mauvais lorsque la procréation était empêchée »¹²⁰.

Même des membres reconnus des communautés médicale et scientifique ont réfuté l'idée que les femmes devraient avoir le droit de planifier leur famille. Le docteur John Billings, un éminent neurologue Australien, s'est vigoureusement opposé à la légalisation de toute forme de contraception ainsi qu'aux programmes internationaux sur la contraception au motif qu'ils établiraient une discrimination contre les pauvres¹²¹. Aux États-Unis, Ryan Bomberger affirmait quant à lui que la contraception était une forme de « génocide » de la population noire¹²².

Des universitaires respectés comme Jacqueline Kasun, une éminente professeure d'économie, ont assimilé les actions menées par les associations pro-planification familiale à une sorte d'« eugénisme nazi »¹²³. Dans son livre *The War against Population*, elle qualifie Margaret Sanger de personne la plus « eugéniste enthousiaste » de son temps¹²⁴. Elle mentionne

également la « confession » d'Edward Pohlman selon laquelle « certains indiens considèrent ce contrôle extérieur de leur population comme une forme de génocide¹²⁵ » (de manière tout à fait intéressante, Kasun omet le fait que l'Allemagne nazie avait des lois anti-avortement draconiennes et accordait des récompenses aux femmes considérées comme productives du point de vue de la natalité)¹²⁶.

Kasun condamne « les brochures pernicieuses comme celles de l'Institut Gutmacher ou de Planned Parenthood qui mettent en avant des femmes enceintes entourées de hordes d'enfants vivant dans des bidonvilles. Pour comprendre la logique du mouvement eugéniste – racisme scientifique – une nouvelle encyclopédie serait nécessaire »¹²⁷.

Kasun a donc fait siennes les thèses de Simon, Miller, Billings et beaucoup d'autres éminents universitaires selon lesquelles « la population mondiale actuelle pourrait être multipliée par un chiffre situé entre 7 et 22 et continuer à jouir du même niveau de vie que celui dont elle jouit aujourd'hui »¹²⁸. De même, « il resterait de la place pour toute la population mondiale dans un quart de la zone urbaine de Jacksonville en Floride¹²⁹.

Ehrlich s'est exprimé au sujet de ces allégations en les qualifiant d'« erreurs hollandaises ». En effet, si les Pays-Bas peuvent supporter une densité de population de 1,031 par miles carré c'est parce que le reste du monde en est incapable ». Dans les années 1984-1986, les Pays-Bas importaient environ 4 millions de tonnes de céréales, 130,000 tonnes de pétrole et 480,000 tonnes de légumineuses (petits pois, haricots, lentilles)¹³⁰. Kasun ne se prononce pas sur un scénario dans lequel la population mondiale serait effectivement multipliée par 22. Finirait-elle alors par reconnaître que les limites de l'écosystème ont été atteintes, et qu'il serait de bon aloi que les politiques de planification familiale qu'elle méprise tant soient mises en place ?

La majorité des écrits anti-planification familiale se sont attaqués principalement aux politiques publiques coercitives telles que celles menées en Chine. Or ces politiques ne sont pas réellement désirables puisqu'elles sont bien moins efficaces que des mesures qui seraient basées sur le volontariat – par exemple permettre à la moitié des femmes du monde qui en sont actuellement privées, d'avoir accès à des moyens de contraception. Cependant, une grande partie de la littérature anti-planification familiale s'oppose à l'idée même d'une planification familiale. Par conséquent, bien que moins puissants qu'il y a un siècle, certains facteurs culturels, religieux et socio-économiques continuent d'apparaître comme un rempart infranchissable pour le droit des femmes à décider du genre de famille qu'elles désirent. Dès lors, cette situation explique en grande partie pourquoi le P de l'équation d'Holdren n'a toujours pas été pris à bras le corps par nos sociétés.

L'AVORTEMENT

Le postulat selon lequel la question de l'avortement est importante pour l'élaboration de politiques environnementales fut reconnu par la Cour Suprême dès 1973, à travers la

décision *Roe v. Wade*, lorsque celle-ci déclara : « la croissance démographique...[et] la pollution...tendent à compliquer le problème [de l'avortement] »¹³¹.

Malheureusement, le sujet de l'avortement est si sensible, aussi bien politiquement que pour les divers communautés religieuses, que les groupes écologistes l'évitent soigneusement. C'est une véritable tragédie puisque de ce fait, l'un des principaux leviers d'action à disposition des décideurs publics est tout bonnement laissé de côté et même souvent ignoré.

Dans les pays où les services de planification familiale ne sont pas disponibles ou lorsque les femmes en sont privées, l'avortement est utilisée comme un contraceptif¹³². Dans ceux où l'avortement est illégale, des centaines de milliers de femmes perdent la vie en ayant recours à des avortements illégaux. L'Organisation Mondiale de la Santé estime à plus de 68,000 le nombre de femmes qui meurent chaque année en ayant recours à des avortements illégaux¹³³.

Au Kenya, où l'avortement est illégal, 35% des cas de décès maternels sont dus à des avortements mal opérés ; chaque année, plus de 2,500 femmes perdent la vie tandis que 21,000 femmes sont opérées chaque année suite aux séquelles occasionnées par un avortement mal exécuté¹³⁴. Un chercheur spécialisé dans l'avortement a fait remarquer que « tout le monde connaît les ravages dont les avortements illégaux sont responsables ; les histoires qui entourent ces tragédies humaines sont connues du grand public et ce, quelle que soit la catégorie socio-professionnelle à laquelle on appartient. Paradoxalement, ces histoires lugubres ont été tellement commentées qu'elles ont fini par vacciner les gens contre la souffrance humaine qu'elles occasionnent »¹³⁵.

Malheureusement, de manière assez impitoyable, ces morts tragiques ont poussé les États à mettre en œuvre des politiques encore plus restrictives pour les femmes qui souhaitent se faire avorter, réduisant ainsi le nombre d'avortements légaux opérés¹³⁶. Cependant, aussi tragique que cela puisse paraître, cette théorie s'est avérée trompeuse¹³⁷ car les pays dans lesquels la législation régulant l'avortement est la plus stricte ont un nombre d'avortements beaucoup plus élevé que dans les pays qui l'ont légalisé¹³⁸.

Aucun pays n'a exécuté les lois sur l'avortement avec autant de zèle que l'Allemagne nazie – qui sanctionnait l'avortement par la peine de mort – et la Roumanie de Ceausescu¹³⁹. Selon un rapport publié dans *Newsweek*, « tous les un à trois mois, les femmes roumaines de moins de 45 ans faisaient l'objet d'examinations sur leur lieu de travail, avant d'être accompagnées vers des cliniques aux fins d'être auscultées pour repérer des signes de grossesse. Cette opération était le plus souvent supervisée par un agent du gouvernement qu'on baptisa 'l'officier menstruel' (...) une femme qui manquait de donner naissance à un nouveau né en temps et en heure était sommée de s'expliquer lors d'un interrogatoire »¹⁴⁰.

Naturellement, la combinaison de politiques répressives avec l'interdiction de tout moyen contraceptive a abouti à ce que 60% des grossesses se terminent par des avortements illégaux¹⁴¹. En revanche, aux Pays-Bas, où les contraceptifs sont

en libre service et l'avortement légal, le nombre d'avortement est beaucoup plus faible¹⁴².

Les restrictions et les blocages religieux concernant l'avortement se sont également avérés être fondés sur une mauvaise compréhension de l'histoire et de la doctrine religieuses. Dès le Moyen-Âge, le grand théologien Thomas d'Aquin énonçait la doctrine selon laquelle la vie ne commence que lorsque le fœtus « est habité par une âme » et ce processus ne se réalise qu'à partir du moment où la femme enceinte commence à ressentir des « contractions »¹⁴³. Selon d'Aquin et son *Politicorum*, « la distinction entre ce qui constitue une graine de ce qui n'en est pas une s'opère par la sensation et le mouvement »¹⁴⁴.

L'historien Noonan note que Martin Azplicueta, le canoniste catholique le plus célèbre du XVI^e siècle et conseiller auprès de la Pénitencerie Sacré établit que « le principe de la Pénitencerie est de considérer comme habité par une âme un fœtus de 40 jours d'âge. Par conséquent, l'avortement est toléré lorsque le fœtus a été conçu moins de 40 jours auparavant »¹⁴⁵.

Ce n'est que le 29 octobre 1588 que le pape Sixte V décida de revenir sur un millénaire de doctrine religieuse en édictant une bulle papale intitulée *Effraentam*, dans laquelle il déclare que l'avortement est toujours un homicide, quel que soit l'âge du fœtus – apparemment cette bulle fut publiée pour sanctionner les prostituées en les forçant à accoucher d'enfants non voulus¹⁴⁶.

Heureusement, cette bulle pontificale édictée dans la foulée d'une campagne dénonçant la prostitution n'a pas fait long feu. Deux années après sa publication, le nouveau pape Grégoire XVI constata que la mesure n'avait « pas porté ses fruits » et abrogea ainsi « toutes les sanctions prononcées jusque-là à l'exception de celles qui concernaient des fœtus dotés d'une âme »¹⁴⁷.

Ironiquement, la définition théologique d'une « contraction » comme le point à partir duquel un fœtus est considéré comme habité par une âme est assez proche de la reconnaissance par *Roe v. Wade* du droit à un avortement lorsque celui-ci est exécuté avant la fin du premier trimestre de la grossesse¹⁴⁸.

Ce n'est que trois siècles plus tard, en 1869, que Dieu révéla à Pie XI que tous les théologiens catholiques du dernier millénaire avaient été dans l'erreur, et que l'avortement d'un fœtus est toujours un péché passible d'excommunication, indépendamment de l'existence de contractions¹⁴⁹.

De même, aux États-Unis, la pénalisation de l'avortement est arrivée relativement tard dans l'histoire de la nation. Avant 1800, le fait de pratiquer un avortement avant la première contraction n'était interdit nul part aux États-Unis¹⁵⁰. En effet, dans la première partie du XVII^e siècle, les analyses juridiques de la common law telles que celles proposées par Coke n'ont jamais considéré l'avortement pré-première contraction comme un crime. L'étude de la common law menée par Cyril Means conclut même que « suivant les principes de common law, un avortement pratiqué avant la première contraction avec le consentement de la femme...n'était pas considéré comme un acte criminel, ni pour la femme ni pour la personne qui l'opérait. Ce n'était pas un crime en tant que tel »¹⁵¹.

Ce n'est qu'à partir de 1860 que des oppositions à la pratique de l'avortement commencèrent à apparaître. Ce ne sont pas des mouvements religieux qui en furent à l'origine, mais bien des individus issus de la communauté médicale. Ils engagèrent des campagnes pour « passer la main » aux sages femmes et ainsi pénaliser l'avortement, même avant la première contraction. En 1880, elles finirent pas porter leurs fruits puisque plus de 40 États décidèrent de manière unilatérale de pénaliser l'avortement¹⁵². L'année 1900 peut être considérée comme l'apogée du mouvement anti-avortement puisque l'avortement était désormais interdit sur l'ensemble du territoire des États-Unis et ce, quel que soit le niveau d'avancement de la grossesse¹⁵³.

Par la suite, ce n'est que dans les années 1970 que certains États firent marche arrière en légalisant les avortements précoces, et finalement en 1973, la Cour Suprême légalisa l'avortement durant le premier trimestre de grossesse¹⁵⁴.

LES LIENS ENTRE L'AVORTEMENT, LA POPULATION ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Rares sont les femmes qui considèrent l'avortement comme un moyen de contraception, mais les élus qui s'opposent à l'avortement sont également opposés à l'usage de contraceptifs.

L'approche du pape Sixte VI selon laquelle donner naissance à un enfant non voulu est une manière de punir sa mère n'a plus aucun sens dans le monde d'aujourd'hui, où 45.000 enfants meurent chaque année de sous-alimentation ou d'un manque de soins médicaux.

Bien que les corrélations qui existent entre la régulation de l'avortement, la population et l'environnement n'aient été reconnues que tardivement par la Cour Suprême des États-Unis – décision *Roe v. Wade* – le mouvement écologique n'a désormais plus d'autre choix que d'exercer des pressions politiques afin de réclamer le droit des femmes à planifier leur famille. La planification familiale est hautement désirable puisque elle permettrait à la fois de prévenir la mort quotidienne de 45.000 enfants et de préserver l'environnement.

LES RELATIONS ENTRE LA POLITIQUE MIGRATOIRE, LA POPULATION ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La politique migratoire est une autre composante de la variable « P » de l'équation d'Holdren Sa capacité à porter atteinte à l'environnement a elle aussi été ignorée des groupes écologistes. Il est parfois soutenu que l'immigration n'est qu'un simple mouvement de population d'un point A à un point B. Par conséquent l'immigration n'aurait aucune incidence sur la population mondiale et n'occasionnerait donc aucun surplus de pollution. Or cette interprétation omet de prendre en compte les pressions culturelles et politiques qu'une démographie galopante peut exercer sur un pays. En effet, lorsque la population d'un pays croît à un rythme soutenu, la question de savoir comment ses besoins pourront être satisfaits finit par se poser.

Un tel pays dispose alors de plusieurs solutions pour subvenir aux besoins de sa population. Si, pour des raisons

culturelles ou religieuses, la planification familiale ou le contrôle des naissances ne sont pas envisageables, le pays peut opter pour une solution moins contraignante et laisser ses concitoyens émigrer. Son excès démographique se déplace et s'établit dans les pays voisins, réduisant ainsi l'impact environnemental de sa population et les difficultés économiques auxquelles elle fait face.

Les pays pour lesquels cette solution de l'émigration n'est pas praticable doivent en revanche faire face aux mouvements anti-planification familiale en adoptant des lois favorables au droit des femmes à disposer de leur corps.

Cependant, si un pays voisin plus développé devient le complice de la politique d'émigration d'un pays sous-développé – par cupidité, en raison de l'incompétence de son gouvernement, ou dans le but de profiter d'une main d'œuvre à bas coût – il encourage alors l'accroissement incontrôlé de la population mondiale et nuit donc à l'environnement.

L'exemple le plus cynique d'une telle complicité a eu lieu en 1980 lorsque Cuba décida de profiter d'une législation américaine assez hypocrite, mais qui ne demandait qu'à être utilisée¹⁵⁵ : Cuba se débarrassa en effet de plus de 125.000 prisonniers et pensionnaires d'hôpitaux psychiatriques en les faisant embarquer sur des bateaux à destination des États-Unis. Ce déplacement de population massif est aujourd'hui connu sous le nom de « bateau de Mariel »¹⁵⁶. Le système de suivi et de contrôle de Mariel a estimé par la suite qu'environ 80.000 de ces émigrés avaient été reconnus coupables de crimes dans leur pays. Le profil des individus des premières vagues d'émigration de Mariel était bien particulier puisque « seuls 50 individus avaient pu être définis comme normaux [ou] psychologiquement stables »¹⁵⁷. Peu après l'arrivée de ces populations, les arrestations de Cubains à New York atteignirent des sommets, entre 2.000 et 3.000 arrestations chaque année contre 214 durant l'année qui précéda le bateau Mariel¹⁵⁸.

Moins éclaboussantes mais plus fréquentes sont les pratiques qui consistent à privilégier des politiques d'incitation à l'émigration par rapport à des réformes impopulaires de structure. Or ces pratiques dont le but est de soulager les pressions exercées par la population d'un pays ne seraient pas possibles sans la complicité des pays d'accueil, avides d'une main d'œuvre bon marché. Cette complicité est particulièrement regrettable lorsque l'on pense qu'il suffirait aux pays d'émigration d'offrir des services de planification familiale aux femmes pour stabiliser leur population¹⁵⁹. Dans les années 1850, on peut effectivement se demander ce qu'un pays comme l'Irlande aurait dû être contraint de faire s'il n'avait pas pu laisser un quart de sa population aller tenter sa chance à l'étranger. En effet l'Irlande ne pouvait tout simplement plus subvenir aux besoins de sa population. Si sa population n'avait pas pu émigrer, est-ce que l'Irlande se serait décidée à permettre aux femmes d'utiliser des moyens de contraception ?

Aux États-Unis, les associations écologistes comme le Sierra Club ont hésité à mener des campagnes sur l'impact environnemental de l'immigration « de peur d'être étiquetées comme racistes ou xénophobes »¹⁶⁰ et de perdre le soutien des

mouvements progressistes. En effet, selon Thomas Wolf, il est bien plus facile de lever des fonds en envoyant des brochures montrant des phoques agonisant qu'en essayant d'aborder un sujet aussi brûlant que celui de l'immigration.

Néanmoins, en 1993, même le Sierra Club finit par débattre de l'immigration, et le président du comité sur la population admit que « sans guerre et sans épidémie, les seuls moyens de réduire ou de stabiliser la population est de contrôler la natalité et de freiner l'immigration »¹⁶¹.

D'une certaine façon, il est compréhensible qu'il soit aussi difficile pour le mouvement écologiste de reconnaître l'immigration comme un danger pour l'environnement. En effet, cette reconnaissance serait une déclaration de guerre aux puissantes multinationales dont les profits sont largement tributaires de l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché, et notamment celle de pays exportateurs de population. Les intérêts de ces grands groupes se sont imposés comme les intérêts dominants depuis que, à la suite de la guerre de sécession, des millions de noirs américains intégrèrent le marché du travail. Les inclinations racistes des titans de l'industrie firent que ceux-ci préférèrent importer une main d'œuvre blanche bon marché plutôt que d'embaucher des afro-américains.

Le 18 septembre 1895, un rassemblement de ces titans de l'industrie se tint à l'Exposition Internationale d'Atlanta. Booker T. Washington y fut convié afin d'y prononcer un discours. À cette époque, le fait qu'un afro-américain ait été invité à prendre la parole devant une auguste assemblée d'industriels était vraiment surprenant. Mais malgré les pressions et l'indignation que sa venue suscita, les responsables de l'Exposition tinrent bon et confirmèrent sa présence.

Son discours est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands discours de l'histoire des États-Unis. Washington y narra l'histoire du capitaine d'un bateau en détresse, en quête d'eau potable. Lorsqu'il demanda à un bateau de lui céder quelques bidons d'eau, on lui répondit « dépose ton seau où tu te trouves ». Il se trouvait en effet près de l'embouchure de l'amazone.

Washington adressa un message aux industriels : « je souhaite adresser un message à tous ceux de ma race qui pensent améliorer leur niveau de vie en s'expatriant : déposez votre seau où vous vous trouvez ». À ceux qui sont restés, Washington leur promit « nous nous tiendrons à vos côtés avec une dévotion qu'aucun étranger ne pourra égaler, prêt à embrasser votre industrie, votre commerce, votre vie civile et religieuse »¹⁶².

Malheureusement, le discours de Washington tomba dans l'oreille d'un sourd puisque jusqu'au jour d'aujourd'hui, les industriels ont toujours préféré importer de la main d'œuvre à bas coût – généralement blanche – plutôt que d'embaucher des afro-américains. Cette situation a été véritablement catastrophique pour la communauté noire des États-Unis.

Par exemple, dans les années 1970, la plupart des concierges résidant à Los Angeles étaient noirs. Leur salaire était plus que décent puisqu'il avoisinait les 9 dollars de l'heure, sans compter les bénéfices liés à leur profession. Quelques années plus tard, lorsque les propriétaires d'immeubles furent informés du fait qu'ils pouvaient finalement se comporter comme des barrons

du temps de la guerre de sécession, ils remplacèrent les afro-américains par des immigrés dont la force de travail est moins coûteuse. En effet, les propriétaires déléguèrent les relations humaines à des agences privées qui à leur tour se tournèrent vers l'immigration illégale dont les prétentions salariales et les exigences de conditions de travail sont bien moindres que celles des afro-américains. Des milliers d'afro-américains perdirent ainsi leur travail et par conséquent tout moyen de subsistance. Cela permit de maintenir les salaires à un niveau très faible.

En 1987, alors que le chômage des jeunes afro-américains approchait les 80%, « le secteur du textile implora les services migratoires de les autoriser à accueillir des travailleurs étrangers sous prétexte que les États-Unis manquait d'ouvriers qualifiés »¹⁶³.

Le remplacement des travailleurs nationaux par des immigrés clandestins a souvent été justifié par l'idée selon laquelle ces derniers ne font qu'occuper les emplois dont les nationaux ne veulent pas. Mais en réalité ce n'est pas le fait que ces emplois soient jugés difficiles qui détournent les nationaux de ces emplois, mais bien le fait qu'ils soient très mal payés. Or s'ils sont mal rémunérés c'est en raison de la pression qu'exerce l'immigration illégale sur le niveau des salaires¹⁶⁴. Par exemple, il n'existe pas d'emploi plus dégradant que celui d'éboueur, mais pourtant ce métier est rudement recherché lorsqu'il permet de subvenir aux besoins d'un ménage – et ce malgré la nature du métier.

Une étude menée auprès d'employeurs de la ville de Chicago a révélé les raisons pour lesquelles ceux-ci continuent de privilégier l'embauche de travailleurs illégaux à celle de travailleurs afro-américains : « les noirs ne sont pas fiables... alors que les immigrés illégaux le sont »¹⁶⁵. Au regard de ces stéréotypes raciaux, il est légitime de se demander ce que ces employeurs feraient si le gouvernement cessait d'encourager l'immigration illégale. Décideraient-ils de fermer boutique ou finiraient-ils par recruter des afro-américains et par leur offrir des formations ?

Dans leur course au profit, les industriels des temps modernes ont joint leur force à celle des associations pro-immigration illégale afin de diffuser le message selon lequel le remplacement des afro-américains par les immigrés illégaux est aussi déstabilisant pour les hispaniques que pour les afro-américains. Ce remplacement est également souvent justifié par une certaine morale compassionnelle. En effet, un sondage Harris révéla que près de 73% des afro-américains sont pleinement conscients du fait que leur employeur les remplace par des immigrés illégaux¹⁶⁶. Par ailleurs, selon un sondage réalisé par les services migratoires et de naturalisation, seuls 11% des hispaniques souhaitent que les États-Unis accordent davantage de visas aux Mexicains – ce qui n'est pas surprenant lorsque l'on sait que c'est cette communauté qui souffre le plus de l'arrivée massive de travailleurs illégaux corvéables à merci. Les Américains d'origine asiatique ont également souffert de ce phénomène. À New York, l'afflux de milliers d'immigrés chinois illégaux a eu pour conséquence de faire baisser le prix du couvert dans les restaurants d'un certain standing. Le salaire des

plongeurs dégringola de 40% après l'arrivée de ces immigrés, rabaisant le niveau de vie des immigrés légaux au même niveau que celui des clandestins.

Une étude approfondie de l'immigration a conclu que :

Lorsque les afro-américains se demandent pourquoi leur situation économique ne s'est pas améliorée depuis la promulgation de la loi sur les droits civiques de 1965, la réponse est simple : la loi relative à l'immigration fut adoptée la même année. Dès lors, l'accueil de millions de travailleurs étrangers [aux États-Unis] a eu deux effets : le surplus d'offre de travail a permis aux employeurs de ne pas avoir à embaucher d'afro-américains et elle a accru de manière disproportionnée la quantité de travail peu qualifiée disponible sur le marché. Que ces conséquences aient été planifiées ou pas, la politique migratoire des États-Unis est une survivance du racisme institutionnalisé¹⁶⁷.

Les défenseurs de l'immigration illégale mettent régulièrement en avant l'idée selon laquelle les travailleurs illégaux sont utiles aux consommateurs américains puisqu'ils permettent de réduire le prix de nombreux produits et services. De même, les États-Unis attirent les « cerveaux » tels que les médecins issus de pays pauvres. Business Week se réjouissait même que les États-Unis « profitent de l'aubaine que constituent les travailleurs étrangers qualifiés »¹⁶⁸. Or, de toutes les raisons qui soutiennent le recours à l'immigration illégale, celle qui consiste à voler les médecins des pays les plus pauvres de la planète, dont les connaissances furent acquises à un prix extrêmement élevé dans leur pays d'origine, est sans doute l'argument le plus immoral d'entre tous. En effet, les quelques dollars économisés par le consommateur américain ne compensent pas la tragédie que représente pour ces pays, la fuite de leur matière grise.

Une étude menée par Gary Imhoff a montré que :

Si l'afflux de travailleurs illégaux avait pour conséquence de diminuer les salaires de professions dont les salaires sont surévalués – comme ceux des médecins ou des avocats – et non ceux des classes populaires, il se pourrait alors que l'immigration illégale ait des retombées positives pour les États-Unis...mais au lieu de cela, ce sont les salaires des travailleurs non qualifiés qui sont déprimés et tirés vers le bas¹⁶⁹.

L'étude conclut alors que l'immigration illégale « creuse le fossé qui sépare les classes sociales américaines ; elle maintient à un niveau très bas le coût que représente l'embauche d'une femme de ménage ou d'un jardinier, mais elle induit un appauvrissement des plus démunis »¹⁷⁰.

Par conséquent, en refusant de faire appliquer les lois sur l'immigration, et en continuant d'attirer des travailleurs immigrés – parfois au prix de leur vie lorsqu'ils traversent des déserts arides – à la recherche de chimères telles que des soins médicaux et une éducation gratuits ou même une amnistie, le gouvernement des États-Unis se fait le complice de l'exportation de mains d'œuvre. Ce choix est bien évidemment celui de la facilité, puisqu'une autre solution serait envisageable : affronter les forces religieuses et culturelles à l'œuvre en promulguant des législations qui mettent en place une planification familiale, et

en promouvant à travers le globe le droit des femmes à disposer de leur corps.

POPULATION ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les débats actuels autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le changement climatique ont escamoté un fait incontestable : l'environnement est affecté par l'emprunte écologique de l'humanité¹⁷¹. À mesure que la population mondiale croît, cette empreinte écologique devient de plus en plus importante et profonde.

Malheureusement, les décideurs publics, tout comme les associations écologistes, ont largement choisi d'ignorer la variable P et se sont concentrés presque exclusivement sur un facteur de moindre importance pour l'emprunte écologique : les émissions de carbone (la variable T)¹⁷². Les solutions les plus populaires aujourd'hui sont les marchés du carbone¹⁷³ tels que ceux mis en place aux États-Unis – le programme sur les pluies acides¹⁷⁴ – et en Europe – le marché du carbone européen¹⁷⁵. Participent du même mouvement le Climate Exchange Program de Chicago¹⁷⁶, le Mécanisme de Développement Propre du Protocole de Kyoto¹⁷⁷, mais également des projets en attente tels que le Regional Greenhouse Gas Initiative¹⁷⁸, le California Global Warming Solution Act¹⁷⁹, et le Climate Stewardship Act de 2007¹⁸⁰.

L'hypothèse sur laquelle se fondent ces programmes est que des marchés sur lesquels se vendent et s'achètent des droits à polluer peuvent se former. Les gouvernements établissent des seuils d'émission à ne pas dépasser, et les industries souhaitant dépasser ces plafonds sont contraintes d'acheter les droits à polluer d'autres industries dont les émissions sont inférieures aux seuils¹⁸¹. La fiscalité est un autre moyen de contraindre les entreprises à réduire leurs émissions : l'impôt touche alors celles qui polluent au-delà d'une certaine limite¹⁸².

Les recherches menées sur ce sujet ont démontré que les marchés du carbone et la fiscalité écologique aboutissent à des résultats très similaires, c'est à dire à une réduction de la consommation¹⁸³. Par conséquent, pourquoi les États-Unis privilégieraient-ils ces deux solutions par rapport à une taxe d'accise basée directement sur la consommation de produits carbonés ?

L'une des réponses à cette question est que la fiscalité écologique et les marchés d'émissions sont en effet moins transparents. Les consommateurs et les électeurs sont facilement capables de comprendre les conséquences immédiates d'une taxe qui frapperait l'essence à la pompe, mais ils seraient en revanche beaucoup moins à même de ressentir les effets qu'une taxe frappant un grand groupe industriel aurait sur leurs portes-monnaie – ce qui est assez ironique puisqu'au final, l'accroissement du coût d'un input se répercute sur le prix du produit final¹⁸⁴.

Cependant, les politiques publiques qui s'appuient sur l'ignorance et les difficultés qu'ont les citoyens à appréhender les principes de la science économique, ne sont pas faites pour durer. Tôt ou tard, les consommateurs finissent toujours

par se rendre compte qu'ils ont été dupés. Par conséquent, les décideurs publics devraient faire preuve de plus d'honnêteté lorsqu'il s'agit d'expliquer le rapport coût/bénéfice de réductions d'émissions¹⁸⁵. Un sondage NBC révèle en effet qu'alors que seuls 27% des Américains seraient en faveur d'une taxe sur l'essence pour décourager l'usage de la voiture et que 51% estiment que les emplois du Nord-Ouest sont plus importants que la chouette tachetée endémique, 51% des Américains seraient prêts à conduire des voitures moins sûres si cela pouvait aider à protéger l'environnement¹⁸⁶.


Ce n'est que lorsque les politiques environnementales sont élaborées de manière transparente qu'elles reçoivent un soutien populaire, soutien par ailleurs indispensable sur le long terme à la protection de l'environnement. Mais ce qui est encore plus fondamental c'est que les décideurs publics et les portes-parole des associations écologistes se décident enfin à expliquer au grand public que c'est bien la population qu'il faut diminuer si l'on veut mettre un terme à la dégradation continue de l'environnement. La protection de l'environnement ne peut être garantie en ayant recours à une baisse de la consommation ou par des politiques qui agissent comme un jeu en circuit-fermé.

CONCLUSION

Deux images familières expliquent parfaitement les catastrophes environnementales auxquelles l'humanité est aujourd'hui confrontée :

La première, c'est celle du repositionnement de la chaise longue sur le Titanic. Alors que les décideurs publics s'attellent à replacer les chaises longues en jouant à un jeu en circuit-fermé (la variable T de l'équation d'Holdren) et en exhortant les passagers de ne plus les utiliser (la variable A), le bateau « planète terre » est entrain de couler sous le poids des passagers qui se multiplient.

La seconde est celle du corps humain. Lorsqu'un type de cellule (des cellules cancéreuses) se répandent de manière exponentielle dans le corps, au détriment de toutes les autres cellules nécessaires à la vie, le corps humain est inéluctablement destiné à dépérir.

Lors de l'élection présidentielle de 1992, des militants avaient ce slogan à la bouche « c'est l'économie, bêta ». Aujourd'hui, toutes celles et ceux pour qui la protection de l'environnement est un enjeu doivent adopter le slogan suivant : « c'est la population, bêta ». 

Notes de Fin: La Terre compte désormais sept milliards d'individus

¹ Jan J. Boersema, *Environmental Sciences, Sustainability, and Quality*, in PRINCIPLES OF ENVIRONMENTAL SCIENCES 9-10 (J. J. Boersema & Lucas Reijnders eds., 2009).

² *Roe v. Wade*, 410 U.S. 113, 116 (1973).

³ *International Programs – World Vital Events Per Unit: 2013*, U.S. CENSUS BUREAU (Nov. 3, 2013, 8:32 PM), <http://www.census.gov/population/international/data/idb/worldvitalerevents.php> (les chiffres indiquent que la population s'accroît de 2.5 personnes par seconde); NAFIS SADIK, THE STATE OF WORLD POPULATION: CHOICES FOR THE NEW CENTURY 7 (1990) [hereinafter THE STATE OF WORLD POPULATION] (as cited in ROBERT M. HARDAWAY, POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT 17 (1994) [hereinafter POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT]); see also Nafis Sadik, *Three People Born Every Second—250,000 Daily*, L.A. TIMES, Feb. 22, 1990, at 10 (as cited in POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT, *supra*, at 17).

⁴ THE STATE OF WORLD POPULATION, *supra* note, at 11.

⁵ WORLD RESOURCES INSTITUTE, WORLD RESOURCES: A GUIDE TO THE GLOBAL ENVIRONMENT 316, Table 22.1 (1992) (as cited in POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT, *supra* note 1, at 17); see also SANDRA POSTAL & BRIAN RICHTER, RIVERS FOR LIFE: MANAGING WATER FOR PEOPLE AND NATURE 7 (2003) (2,000 cubic kilometers of fresh water consumed per year by global economy).

⁶ WORLD RESOURCES INSTITUTE, *supra* note 1, at 316, Table 21.2

⁷ *Call of the Wild: More Environmental Facts*, UNIV. MINN. (Summer 2004), <http://cla.umn.edu/news/clatoday/summer2004/facts.php> (last visited Nov. 3, 2013) (chaque seconde, 1,5 acres de forêt tropicale sont détruits).

⁸ WORLD RESOURCES INSTITUTE, *supra* note 1, at 348, Table 24.2.

⁹ WORLD RESOURCES INSTITUTE, *supra* note 1, at 351, Table 24.5.

¹⁰ WORLD RESOURCES INSTITUTE, *supra* note 1, at 351, Table 24.6.

¹¹ WORLD RESOURCES INSTITUTE, *supra* note 1, at 351, Table 23.2.

¹² LESTER R. BROWN ET AL., VITAL SIGNS: THE ENVIRONMENTAL TRENDS THAT ARE SHAPING OUR FUTURE 124 (1996); DANIEL CHIRAS, ENVIRONMENTAL SCIENCE: ACTION FOR A SUSTAINABLE FUTURE 5 (1991) (as cited in POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT, *supra* note 1, at 17).

¹³ Dan Kulpinski, *Human Footprint: Where Does All the Stuff Go?*, NAT'L GEOGRAPHIC, <http://channel.nationalgeographic.com/channel/human-footprint/trash-talk.html> (last visited Nov. 3, 2013) (“Les Américains ont généré 251

millions de tonnes de déchets en 2006, ces chiffres étant les plus récents dont disposent l'Agence pour la Protection de l'Environnement (EPA). Les Américains génèrent un volume de déchets individuels égal à 4,6 pounds par personne et par jour”).

¹⁴ Michael Luke, *Fresh Kills*, NYC GARBAGE PROJECT (last visited Nov. 3, 2013), <http://newyorkgarbage.wordpress.com/fresh-kills/>.

¹⁵ Ralph Hamil, *The Arrival of the 5-Billionth Human*, FUTURIST, July/August 1987, at 36 (as cited in POPULATION, LAW, AND THE ENVIRONMENT, *supra* note 1, at 17).

¹⁶ *Id.*

¹⁷ *Id.*; *U.S. Population Growth*, SURVEYSEZ.COM, <http://web.archive.org/web/20110828004310/http://surveysez.com/joomla/index.php/us-population-growth.html> (last visited Nov. 17, 2013) (Chaque année, la population des États-Unis croît à hauteur du nombre d'habitants que comptaient les États-Unis en 1776).

¹⁸ Hamil, *supra* note 1.

¹⁹ Actuellement il y a 7,122,017,290 d'humains sur terre. See *U.S. & World Population Clocks*, U.S. CENSUS BUREAU (Nov. 3, 2013, 8:58 PM), <http://www.census.gov/main/www/popclock.html>.

²⁰ Les dernières estimations de la population humaine actuelle mesurée proportionnellement à celle recensant tous les hommes ayant jamais vécu sur terre varient entre 9% (*9 Percent of Everyone Who Ever Lived is Alive Now*) et 75% (Carl Haub's article *How Many People have Ever Lived on Earth*). John No & Ble Wilford, *9 Percent of Everyone Who Ever Lived is Alive Now*, N.Y. TIMES, Oct. 6, 1981, <http://www.nytimes.com/1981/10/06/science/9-percent-of-everyone-who-ever-lived-is-alive-now.html>; Carl Haub, *How Many People have Ever Lived on Earth?*, POPULATION REFERENCE BUREAU (Feb. 1995), <http://www.prb.org/Articles/2002/HowManyPeopleHaveEverLivedonEarth.aspx> (last visited Nov. 3, 2013) (“... dans les années 1970, un écrivain désormais oublié avait déclaré que 75% des hommes ayant jamais vécu sur terre étaient vivants aujourd'hui”).

²¹ “En moyenne, chaque année, la consommation alimentaire d'un ménage américain représente 8,1 tonnes métriques de dioxyde de carbone. Tandis que